

LES NOUVELLES DU PAYS

Informers pour apporter des solutions



Ferdinand Ngoh Ngoh
à Douala

**Retour sur
une mission
fructueuse**

Pages 4 & 5

Dons à la maternité
du Centre médical
de Nkolouloun

**Le coup de coeur
d'Impact Centre
Chrétien
de Douala**

Page 12

Présidentielle 2025

Le Rdpc debout pour la victoire de Paul Biya

Le président national du Rdpc, et par ailleurs Chef de l'Etat, recentre le débat en mettant en mouvement son parti pour une autre victoire à la présidentielle. Les meilleurs lieutenants du parti au pouvoir sont déjà lancés à la conquête d'un nouveau mandat.

Pages 5, 6 & 7



Ramadan pour tous 2025

La fondation "La Main Tendue" aux côtés de la communauté musulmane d'Edéa

De nombreux dons ont été offerts pour accompagner cette communauté durant la période du jeûne du Ramadan

Page 3

Pour un journalisme de solutions !

La critique pour la critique, les dénonciations, le cirage des pompes des dirigeants, etc. ont fini par éloigner la presse de son rôle traditionnel qui est d'abord et avant tout d'informer, de donner l'information vraie, vérifiée.

Le journal **Les Nouvelles du Pays** se positionne comme un journal de solutions. Nous ne nous contenterons pas d'informer nos lecteurs, nous serons également aux côtés de ceux qui sont en charge du développement de notre pays et de la qualité de vie de nos concitoyens pour explorer les problèmes et difficultés qu'ils croisent dans l'exécution de leur mission. Nous mènerons des réflexions et esquisserons des solutions.

Qu'est-ce qu'un journal de solu-

tions ? C'est un organe d'informations, animé par la publication de l'information utile pour le public, et le déploiement de son expertise, pour, à chaque fois qu'il a à traiter un sujet, de société en l'occurrence, le disséquer, en abordant tous les angles possibles, pour mettre le doigt sur ce qui ne va pas, interroger les problèmes détectés et dégager des pistes de solutions, avec l'aide des responsables concernés et/ou des compétences extérieures.

Chaque jour, au Cameroun, des dirigeants publics posent des actes, prennent des décisions, souvent grandes, osent et font bouger les lignes, parfois en brisant des résistances insoupçonnées. Ces actions ne retiennent malheureusement pas l'attention de la presse attirée plutôt

par les scandales, préoccupée par des opérations de dénonciations sur commande.

Cette indifférence de la grande majorité de la presse vis-à-vis de la gestion de la cité donne l'impression que les responsables ne travaillent pas ou travaillent mal.

Certes, la plupart des structures ont des services de communication qui développent des actions de communications (newsletters, journaux d'entreprise, site internet, etc.) pour porter le message des responsables et présenter leurs réalisations. Ces différentes communications projettent l'image d'une information «*arrangée*», et leur crédibilité en est ainsi diminuée.

Tout en affirmant notre statut et stature de journal d'informations ré-



publicain sérieux, nous nous proposons d'accompagner le développement de notre pays sans compromission, dans le rôle d'une sentinelle engagée, animée par la volonté de contribuer à relever tous les challenges de la vie publique.

Victor NDOKI

■ Mobilité urbaine

Lancement du projet de construction d'une voie sur les berges du Wouri

Le gouverneur du Littoral, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, a procédé, le 28 mars dernier, au lancement officiel des travaux de construction de la voie sur berge du Wouri. Il était accompagné du maire de la ville de Douala, Dr Roger Mbassa Ndine, et des autorités politiques, économiques, traditionnelles venues des quatre coins de la métropole économique.



Ils'agit d'un projet d'envergure qui contribuera, de manière significative au désengorgement de la ville de Douala et à l'amélioration de la mobilité urbaine.

Ce projet, d'un montant de 40 milliards de Fcfa, varelle le Rond-point Deido dans le 1er arrondissement au Rond-point Maetur dans le 5ème arrondissement de notre ville. Selon les explications données par le partenaire technique du projet, la voie, construite sur pilotis, sera composée de deux chaussées à deux voies et néces-

sitera une durée de travaux de 24 mois. De manière plus explicite, «*ils'agit d'une voie de 4 kilomètres 2x2, avec une contrevoie cyclable et voie piétonne. L'emprise de la route est de 25 mètres par endroit et 40 mètres à l'aboutissement. Plusieurs servitudes se connectent sur l'avenue et passent par l'école publique de Deido. Cette voie va desservir les quartiers nord de la ville. Les arrondissements de Douala 1er et 4ème ainsi que Douala 5ème et 3ème seront desservis et le projet transformera les*

berges du Wouri en donnant aux quartiers désenclavés leurs attractivités résidentielles et économiques. D'après le plan PDU de la ville de Douala, il s'agira d'une route de catégorie 1.»

L'objectif principal de ce projet est de décongestionner le cœur urbain, de restructurer le schéma de mobilité métropolitaine, de valoriser le patrimoine fluvial, de stimuler l'économie locale et de renforcer la résilience. Il s'agit donc d'un outil accélérateur de croissance, comme l'a si bien souligné



le maire de la ville : «*Si vous accélérez les mouvements des hommes et des biens, vous accélérez la croissance. C'est une équation économique. Etc'est ce que nous sommes en train de faire. Depuis longtemps, pour que les personnes et les biens puissent se déplacer dans les quatre coins de la ville et en dehors de la ville, il faut faire à ce que notre économie prenne un bol d'air et qu'elle s'accélère.*» Dr Roger Mbassa Ndine voit en ce projet une opportunité «*pour créer des emplois, cela devrait créer des*

opportunités en tourisme et loisirs. Cela devrait créer également un gain de temps pour ceux qui sont à Bonabéri. Tout le monde devraient bénéficier du fait que cela va décongestionner le trafic à Douala.»

Pour le gouverneur de la région du Littoral présent à la cérémonie, «*ce projet constitue un levier stratégique pour la mobilité dans la ville de Douala*», et de conclure qu'il s'agit «*d'un projet innovant.*»

Alex MBEMA

■ Ramadan pour tous 2025 à Edéa

La fondation "La Main Tendue" toujours aux côtés de la communauté musulmane

De nombreux dons ont été offerts pour accompagner cette communauté durant la période du jeûne du Ramadan.



La Présidente exécutive de cette fondation, Lydienne Ngalle Bibehé a conduit une caravane mobile baptisée "Ramadan pour tous", mercredi 26 mars 2025. Celle-ci a sillonné les principales mosquées de la ville d'Edéa (Ekite, Marché central, quartier Haoussa), pour offrir de nombreux dons aux communautés musulmanes de la vil-

le d'Edéa afin de les accompagner durant la période du jeûne du Ramadan.

Par cette action, La Fondation a davantage resserré les liens avec cette communauté. Les dons sont constitués de sacs de sel, de riz, de farine, des boissons gazeuses, d'eau et des cartons de dattes, de sucre, d'huile, des pagnes. Ces communautés bénéficiaires

qui venaient de Missole, Dizangue, Ekite, de Bambou, Bongo, de la Ferme suisse, du marché central et du quartier Haoussa, ont témoigné leur gratitude au Ministre des Transports et aux membres de La Fondation par des prières et des bénédictions. Cette action humanitaire est devenue une tradition pour ladite Fondation qui sou-

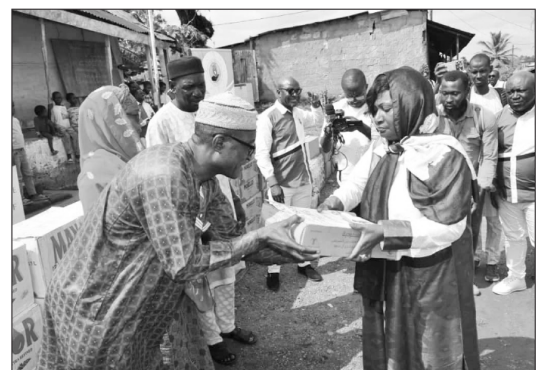
tient les musulmans de la localité durant la période de jeûne de Ramadan. Il s'agit pour elle de faire du vivre ensemble et du manger ensemble, une réalité.

C'est un geste de solidarité et de générosité de la fondation à l'endroit de cette communauté à un moment où celle-ci observe l'un des piliers importants de l'islam, le jeûne du Ramadan. Dans le discours de Lydienne Ngalle

Bibehé, Présidente exécutive de cette fondation, l'on a appris que le promoteur de la fondation «La Main Tendue», le Ministre Jean Ernest Masséna Ngalle Bibehé, a commis des équipes spéciales pour organiser la même opération, ce même mercredi 26 mars 2025, dans les lamidats de Garoua et de Maroua où il a été élevé, respectivement, Chetima et Hakimi.

Celcom/Mint

La cérémonie en images



LES NOUVELLES DU PAYS

Informer pour apporter des solutions

B.P. 15.579 Douala

Tél. : (237) 674.77.97 / 694.77.77.86

E-mail : j-lesnouvellesdupays@yahoo.fr

Site web : www.j-lesnouvellesdupays.com

Directeur de Publication

Victor NDOKI

e-mail : vndoki@yahoo.fr

Assisté de

Sylviane EPOSSI

Conseiller à la Direction

Dominik FOPOUSSI

Rédacteur-en-chef

Etienne PENDA

Chef Desk Yaoundé

Mohamadou ADAMOU

(Cell. 699.52.51.86)

Relations publiques

Arlette Messina Mvondo

Caricature/Culture

Charles Fils ELANGUE

(Cell. 694.95.45.07)

Rédaction

Etienne PENDA

Henri Donatien AYANG

Jean-Jacques ONANA

Alex BEMA

Reportage / Infographie

Roudolphe EYAMBE

Archives et Documentation

Jacques TIATY

Impression

JV GRAF, YAOUNDE

Distribution

Les Nouvelles du Pays

■ Visite de travail

Retour sur la mission fructueuse de Ferdinand Ngoh Ngoh à Douala

En mission à Douala le 14 mars 2025 pour inaugurer le centre de production des titres identitaires de Douala, le Ministre d'Etat, Secrétaire général de la Présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh, a fait d'une pierre trois coups lors de sa mission dans la capitale économique. Une mission qu'on n'oubliera pas de sitôt, au regard des retombées positives engrangées aussi bien sur le plan social, économique que politique.



Le Sgpr félicite le Dgsn pour la célérité dans l'établissement de la CNI

Le volet social de la mission de Ferdinand Ngoh Ngoh à Douala aura été l'inauguration du centre de production des titres identitaires de Douala, qui marque le début de la production des nouvelles cartes nationales d'identité (CNI) biométriques sous 48 heures. Le centre dispose d'une capacité d'enrôlement de 1.000 usagers par jour, avec une technologie de pointe qui vient ainsi soulager les énormes difficultés rencontrées, par le passé, par les usagers lors de l'obtention de cette pièce d'identité d'une importance capitale.

UNE SOLUTION DÉFINITIVE AUX SOUCIS DES USAGERS

Pendant la cérémonie d'inauguration, en guise de démonstration, le Sgpr s'est fait établir une CNI, tout comme plusieurs autres usagers qui avaient déjà effectué leurs pré-enrôlements et enrôlements physiques. Le centre est situé au quartier administratif, à Bonanjo, et le nouveau bâtiment qui l'abrite de R+1 est équipé de 120 postes configurés pour accueillir les usagers des régions du Littoral et du Sud-Ouest pour leurs enrôlements.

Après l'inauguration du centre de Yaoundé au début du mois de mars 2025, celui de Douala est le deuxième à être opérationnel au Cameroun. L'avantage de l'opérationnalité de ces centres est la réduction considérable des délais

d'obtention des cartes nationales d'identité qui passe de plusieurs années d'attente à seulement 48 heures si le processus de fabrication ne rencontre aucun problème technique.

Selon les sources recueillies à la Délégation générale à la sûreté nationale (Dgsn), la réalisation de ce projet innovant fait suite à un contrat de 131 milliards de Fcfa signé le 13 mai 2024 entre la Dgsn et le consortium germano-portugais INCM-Augentic. Les termes du contrat confient au consortium la mission de trouver les financements, de construire et d'exploiter les titres identitaires pendant 15 ans, ainsi que les passeports et les prestations consulaires pendant 10 ans avant la rétrocession des infrastructures à l'Etat.

Par ailleurs, il est prévu dans les accords la construction, dans un premier temps, d'un centre national de production des titres identitaires à Yaoundé et de deux centres annexes à Douala et Garoua. Le projet prévoit également la construction de 68 centres multifonctionnels ultramodernes dans les chefs-lieux des 10 régions et 58 départements du Cameroun, ainsi que la modernisation des 219 postes d'identification existants.

Après cette cérémonie d'inauguration qui a connu la participation des autorités administratives, économiques et politiques de la métropole économique, ainsi que la présence d'une forte délégation de personnalités venue de Yaoundé qui accompagnait le Sgpr au rang desquelles les mi-

nistres, Ferdinand Ngoh Ngoh a poursuivi sa visite de travail au Port autonome de Douala le 15 mars 2025.

LE SGPR SATISFAIT DES PERFORMANCES DU PORT DE DOUALA-BONABÉRI

Le volet économique de la visite du Sgpr à Douala a permis au messenger du Chef de l'Etat de parcourir l'ensemble des installations et équipements du Port autonome de Douala dirigé par Cyrus Ngo'o, pour apprécier à sa juste valeur les avancées remarquables du projet de modernisation de cette structure de l'Etat lancé en février 2022, et qui font de cette plateforme portuaire un hub stratégique pour l'Afrique centrale. Conscient de la pression concurrentielle qui s'exerce sur les infrastructures portuaires au niveau mondial, le Directeur général du Port autonome de Douala a fait de l'amélioration de la performance et de la compétitivité une priorité.

Le travail abattu par le top management du Port de Douala-Bonabéri a permis de produire des résultats qui ont émerveillé Ferdinand Ngoh Ngoh, avec un chapelet de réalisations :

- 30 000 m² d'aires de stationnement pour les camions marchandises ;
- la normalisation de ses activités avec la reprise en main de plusieurs concessions autrefois détenues par des privés ;

- sa voie de contournement et de dessertes de plus de 25 Km pour faciliter l'accès et le trafic sur cette place portuaire et vers la nationale N°3 jusqu'aux rives de la Dibamba ;

- le quai du terminal polyvalent bois reconstruit sur 228 m de long et 24 m de large, pour optimiser le stockage et l'exportation du bois sur plusieurs types de navires ;

- le terminal à conteneurs qui a été suffisamment renforcé par des équipements de pointe, à travers la Régie du Terminal à Conteneurs (RTC SA), pour l'accélération et la fluidité de la manutention et du traitement des marchandises, augmentant ainsi le Chiffre d'affaire de la RTC qui est passé de 49 milliards de FCFA en 2020 à 60 milliards en 2024 ;

- l'extension et la multiplication des magasins et entrepôts de stockage des marchandises ;

- la réhabilitation et la réfection de 53 000 m² de terre-pleins ; la construction de 7 100 m linéaires de voies de circulation pour la RTC ; la rénovation de 20 remorques ;

- l'acquisition de 8 nouveaux portiques ;

- l'acquisition de 2 nouvelles grues mobiles de quai de dernière génération ;

- la construction et l'équipement du Centre de documentation et des archives pour une meilleure gouvernance administrative et logistique du PAD ;

- l'acquisition des équipements et engins modernes de manutention et de dragage (les Dragues Chantal Biya, Monts Mandara et Vigilance), les remorqueuses, les élévateurs, les reachstackers, les portiques etc ;

- la construction des ouvrages d'acconage et d'accostage ; l'équipement de pointe des postes de surveillance maritime, de contrôle et de sécurité sur l'ensemble de la plateforme portuaire avec l'expertise de la Douala Port Security (DPS) ;

- et la sécurisation du terminal pétrolier, avec notamment le renforcement de la base des sapeurs-pompiers du Port.



Visite guidée des installations du Port de Douala-Bonabéri par le Dg Cyrus Ngo'o

■ Dîner de travail Le peuple Sawa réaffirme son soutien au président Paul Biya



Photo de famille avec les populations du Littoral

Face à ces réalisations, Ferdinand Ngoh Ngoh a exprimé sa satisfaction à la fin de la visite et a reconnu la place stratégique du Port de Douala qui est le poumon économique du Cameroun et qui joue un rôle clé pour les autres pays de l'Afrique centrale. Il a ajouté que le Cameroun avance vers son émergence, sous la directive sage, avisée et éclairée du Chef de l'Etat ; et la modernisation du Port de Douala-Bonabéri est un pas décisif dans cette direction.

L'autre temps fort de la visite de travail du Ministre d'Etat, Secrétaire général de la présidence de la République à Douala a été la visite de courtoisie que le Sgpr a rendue à l'Archevêque de Douala, Mgr Samuel Kleda. Une visite pleine de symbole et de signification en cette période délicate au moment où le pays s'apprête à organiser l'élection présidentielle.

LE PEUPLE SAWA DERRIÈRE PAUL BIYA

Le Ngondo et les élites du Littoral ont profité de la présence de Ferdinand Ngoh Ngoh à Douala pour lui offrir un dîner dans un grand hôtel de la capitale économique. Au cours du dîner, le peuple Sawa a exprimé sa reconnaissance vis-à-vis du Chef de l'Etat, Son Excellence Paul Biya, qui a toujours accordé une oreille attentive à leurs doléances.

La lourde responsabilité de prononcer les mots d'accueil a été confiée au ministre des Transports, Jean Ernest Masséna Ngallé Bibebe : « au nom des populations

du Littoral, qui vous souhaitent une chaleureuse bienvenue, nous vous prions de bien vouloir accepter de partager avec nous ce repas. C'est un gage de notre hospitalité, c'est une invitation à revenir. Nos portes vous sont ouvertes. » Le porte-parole de circonstance des populations du Littoral en général, et des Sawa en particulier a fait comprendre au messager du Chef de l'Etat le soutien sans faille des natifs de la région du Littoral à Paul Biya : « par-delà les différences, les populations du Littoral ont toujours été, elles le seront et elles demeureront, derrière le président Paul Biya. Le Littoral est derrière lui, surtout en cette année 2025. »

Emu et visiblement très surpris de cet accueil chaleureux des populations du Littoral, Ferdinand Ngoh Ngoh, en guise de réponse, déclare : « l'émotion me submerge. J'avais entendu parler d'un dîner, je ne pouvais pas imaginer la belle cérémonie à laquelle je suis en train d'assister. Je voudrais vous dire, toute ma gratitude pour l'hospitalité légendaire du peuple Sawa, dont je bénéficie ce soir. Je suis touché. J'ai fait un certain nombre de voyages. J'ai rarement bénéficié d'un accueil aussi chaleureux comme celui dont je bénéficie ce soir. » Et d'ajouter, pour préciser les raisons de son déplacement : « le président de la République m'a dépêché à Douala pour l'inauguration du centre de production des titres identitaires. Il m'a également chargé de rencontrer les différents strates dans le Littoral et leur transmettre le

message d'amour et de gratitude, pour tout le soutien dont il a toujours bénéficié. »

Profitant de la tribune qui lui a été offerte, Ferdinand Ngoh Ngoh a relaté un pan de son histoire avec la ville de Douala : « Douala, cette ville où j'ai grandi. Arpentant les rues en petite culotte pour aller à l'école du Camp Bertaud, ensuite au Lycée Joss et au Collège Alfred Saker. » Pour la fin de son propos, il dira sans aucune ambiguïté que « cette région est chère au président Paul Biya. Le Ngondo me charge de dire au président Paul Biya qu'il souhaite le voir se porter candidat à la présidentielle. D'aucuns ont cru que Douala était perdue. Douala n'est pas perdue. »

Le maire de la ville, Dr Roger Mbassa Ndine, en sa qualité de premier magistrat de la ville de Douala a remis à l'envoyé du Chef de l'Etat un cadeau destiné au président Paul Biya : une pirogue en bois précieux bondée de personnes avec un timonier debout pour orienter la pirogue. Un symbole de reconnaissance adressé au Chef de l'Etat comme le pilote de la barque de la communauté Sawa voire du peuple camerounais tout entier.

C'est sur cette note pleine de symbole et de signification que s'est achevée la visite de travail du ministre d'Etat, Secrétaire général de la présidence de la République à Douala. Ferdinand Ngoh Ngoh quitte la capitale économique comblé et satisfait après avoir pleinement rempli la mission à lui assignée par le Chef de l'Etat.

Etienne PENDA

Nationale 10 Yaoundé-Ayos-Bonis :

Changement de physionomie du corridor Douala-Ndjamena

Avec seulement près de 13% des prestations des travaux exécutés, les interventions en cours sur la Nationale 10, Yaoundé-Ayos-Bonis y compris la section urbaine, Ahala-carrefour de l'Amitié-carrefour Nkoabang, annoncent déjà les prémices des objectifs visés par le Ministère des Travaux publics à travers l'exécution de ce projet.



Le parcours détaillé et l'appréciation des travaux déjà réalisés sur cet itinéraire de 329,18 km ont permis au Ministre des Travaux Publics a permis d'examiner le niveau d'avancement des travaux. Pour réaliser ces travaux, des ressources mobilisées au Fonds Routier et dans le BIP-MINTP permettent de donner une autre allure de cette section. Le projet qui concerne l'entretien confortatif de la section Yaoundé-Ayos-Bonis sur le corridor Douala-Ndjamena, a été conçu dans le but de relever le niveau de service de cette section, à travers le traitement systématique des points critiques et la réhabilitation complète des sections les plus dégradées. Sur la section urbaine, l'entreprise met l'accent sur le traitement de la section Total Magzi-Nkoabang avec la réhabilitation de la chaussée y compris les accotements et la construction des fossés bétonnés, le deflanchage, la pose d'une couche d'enrobé de 5 cm sur un linéaire 1.5 km (70%) et la construction des fossés sur 200 ml.

De manière générale, les travaux réalisés à date concernent la réhabilitation en cours de la base de Nomayos, la pose des panneaux de signalisation et de chantier, le piquetage et le marquage, la production des plannings et programmes d'exécution en cours, le maintien permanent de la circulation en zone urbaine, le traitement du point critique de Mazabe situé à 18 km de la Ville d'Abong Mbang, le traitement des nids pour une surface cumulée de 2074.89 m² sur 3348 m² prévue, le traitement en bandes, des sections fortement dégradées sur 1889 ml en cumulé sur 24708 ml, le curage des fossés réalisé sur 5738 ml contre 167466 ml et la réhabilitation de l'entrée de la gare de transit d'Abong Mbang en cours, en attente de la pose de la couche de roulement. Dans la perspective, l'entreprise compte engager les travaux de cantonnement dans les prochains jours.

Le Ministre des Travaux Publics a instruit le suivi rigoureux des travaux, ainsi que le démarrage et l'intensification des travaux de traitement de la chaussée, de manière à garantir un niveau de circulation appréciable pendant la saison sèche.

Henri MEKANA

■Présidentiel 2025

Le Rdpc debout pour la victoire de Paul Biya

Le président national du Rdpc recentre le débat en mettant en mouvement son parti pour une autre victoire à la présidentielle. Les meilleurs lieutenants du parti au pouvoir sont déjà lancés à la conquête d'un nouveau mandat.

Le 10 février 2025, s'adressant à la jeunesse, le président Paul Biya, par ailleurs président national du Rdpc, avait laissé entendre qu'il sera candidat à sa propre succession à la fin de son actuel mandat. Cette posture présidentielle a essentiellement suscité des réactions négatives et de protestations de l'opposition et de certains corps sociaux, entraînant le Rdpc dans une posture défensive.

Pendant quelques semaines, le parti au pouvoir s'était laissé embarquer dans une campagne d'explication et de justification de la candidature de son candidat naturel auquel était particulièrement reproché son grand âge. Et le Rdpc s'est rapidement aperçu qu'il s'agissait d'une piste impropre qui le détournait de la mobilisation de ses troupes en faveur de la toute prochaine échéance électorale. Il n'était donc pas question de se laisser distraire de sa mission de développement du pays qu'il compte porter à son meilleur niveau.

Le Rdpc a ainsi repris la main et a recentré le débat. Il ne sera plus question de pérorer sur l'âge de son champion, mais d'aller droit au but. Et tout d'un coup, alors que l'opposition se livrait à des querelles vaines ou posait des revendications diverses, le Rdpc a commencé à se déployer sur le terrain. Ainsi en a-t-il été de la visite du travail du Sgr Ferdinand Ngoh Ngoh dans la capitale économique où il a rencontré, entre autres, l'archevêque de Douala, Samuel Kléda, autorité morale assez détachée du pouvoir politique.

Dans le même temps, plusieurs initiatives, souvent personnelles, de militants du parti au pouvoir, ont vu le jour ici et là pour appeler à la candidature du candidat naturel du Rdpc. On les a vus à l'œuvre un peu partout sur le territoire, mobilisant tous azimuts, rédigeant des motions de soutien. Chacun voulant être parmi les premiers à manifester son soutien et son engagement en faveur du futur candidat Paul Biya. Les enseignants du supérieur ne se sont pas laissés devancer. Plus d'un demi-millier de personnel de l'Enseignement supérieur ont tenu à ne pas manquer le coche en appelant le chef de l'Etat sortant à se représenter tout en lui garantissant leurs efforts pour le faire réélire.

D'abord timidement, la mobilisation des militants du Rdpc a



grimpé en intensité au fur et à mesure qu'approchait le 40ème anniversaire du parti. Un peu partout dans le pays, chaque unité du parti s'est lancée dans une démonstration de force pour démontrer sa vitalité, et partant, celle de la machine au pouvoir.

Paul Biya lui, on le sait, procède de toujours par petites touches. Il n'a pas réellement annoncé sa candidature, mais tout le pays est entré en ébullition. Beaucoup ont subodoré que sa sortie était un ballon d'essai pour jauger l'accueil de son éventuelle candidature. En face, c'était le branle-bas de combat contre cette probable candidature jugée une de trop. Evidemment, aucun propos ou aucune outrance ne l'a ému. Il tient ferme le gouvernail de son parti et est bel et bien maître des horloges de la vie politique du pays.

DES NOMINATIONS POUR LA VICTOIRE DU PARTI À LA PRÉSIDENTIELLE

Ses militants le savent qui, ces derniers jours, à la faveur de la préparation du 40ème anniversaire de leur parti, sont descendus dans l'arène. Les sous-sections, les sections, partout dans le pays, ont investi l'espace public pour démontrer le niveau de leur implantation. Elles ont montré au pays tout entier que le Rdpc est le parti le mieux implanté, sinon le seul qui a quadrillé le pays tout entier, et surtout qu'elles sont prêtes à porter leur champion jusqu'à la victoire finale. C'est le sens donné au slogan qui accompagnait la célébration du 40ème anniversaire du parti : «*Tenons-nous prêts, derrière le Président Paul Biya, à relever le défi de la victoire nette, transparente et sans bavure du candi-*

dat du Rdpc à l'élection présidentielle.» Ici et là, c'étaient le même serment et le même enga-

gement à faire gagner le futur candidat Paul Biya.

De son côté, à l'occasion du

40ème anniversaire de son parti, un moment phare de la vie de l'organisation, le président national est monté de nouveau au créneau. Et cette fois, de façon un peu plus décisive. Paul Biya a procédé coup sur coup à la nomination des membres titulaires du comité central et des chefs des délégations permanentes régionales et départementales du comité central. Des décisions qui étaient attendues au sein du parti où de nombreux militants et militantes attendaient la récompense de leur engagement. Elles présentent l'avantage de renforcer l'engagement des récipiendaires. Surtout, elles remettent le Rdpc en ordre de bataille pour aller à la conquête d'un nouveau mandat. C'est en tout cas, la lecture qu'en fait Jean Nkuété, le Secrétaire général du Comité central du parti : «*Le Président National du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais, Son Excellence Paul BIYA, tenant compte de la nécessité de toujours renforcer le bon fonctionnement du Parti et conformément aux textes de base, a signé les 25 et 26 mars 2025, trois importantes décisions dont l'une portant désignation de membres titulaires du Comité Central et les deux autres portant nomination de Chefs de Délégation dans certaines Délégations Permanentes Régionales et Départementales du Comité Central. Ces décisions du Président National participent également de la mobilisation optimale des ressources humaines militantes en vue d'assurer une préparation efficace du Parti aux échéances électorales en perspective, notamment l'élection du Président de la République.*»

Ces promus sont essentiellement de grosses pointures, des «*poids lourds*» comme on les appelle au sein du parti. Ils sont appelés à peser de leurs poids politiques et surtout financiers pour faire gagner leur candidat dans leurs territoires de compétence respectifs. Pour les avoir vus à l'œuvre à d'autres occasions, et au regard de leurs profils et cv politiques, on est tenté de dire que le jeu est d'ores et déjà plié, avant même que la campagne soit véritablement commencée.

Du moins, c'est clair que le Rdpc a pris une bonne longueur d'avance sur ses concurrents qui se cherchent encore et n'ont pas l'air de se trouver.

Etienne PENDA

RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE DU PEUPLE CAMEROUNAIS
 Unité - Progrès - Démocratie
 CAMEROON PEOPLE'S PRESIDENTIAL OFFICE OF THE NATIONAL CPD*1 PRESIDENT
 RDPC
 DEMOCRATIC MOVEMENT
 Unity Progress - Democracy
 DECISION N RDPC/PN DI-J-2-5-HIRL2021- PORTANT DESIGNATION DES MEMBRES TITULAIRES DU COMITE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE DU PEUPLE CAMEROUNAIS,
 LE PRESIDENT NATIONAL,
 Vu les Textes de Base du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais,
 Vu les articles 24, alinéa (2) des Statuts, et 56, alinéa (3) du Règlement Intérieur ;
 Considérant les nécessités du bon fonctionnement du Parti.
 DECIDE :
 Article 1 : Sont, à compter de la date de signature de la présente décision, désignés Membres Titulaires du Comité Central du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais, les militants et militants du Parti ci-après cités :
 ■ M. ABDOULAH GADJI
 ■ M. ABOUBAKARAL-FATI
 ■ M. MOCTAR HAMADAMA
 ■ Mme ZINTCHEM à BODIO Marthe Félicité
 ■ M. BETI ASSOMO Joseph ■ Mme NGUENE Pauline Irène
 ■ M. NDJODOM Armand ■ M. LE Joseph
 ■ M. NDILASSI Innocent
 ■ M. ABDOLAYE YERIMA BAKARI
 ■ M. TAGA
 ■ M. NGALLE BIBEHE Jean Ernest Massena
 ■ M. MBAIROBE Gabriel
 ■ M. IBRAHIM EL RACHIDINE
 ■ M. FAI YENGO Francis
 ■ Mme YAH SUNDAY ACHIDI Judith
 ■ M. MONKAM NITCHEU Jean-Fabien
 ■ M. FONGANG Bernard ■ M. KOUINCHE Albert
 ■ M. TSAFAK NANFOSSO Roger
 ■ M. NIEMOUN MAMA
 ■ M. MOUHAMED NABIL MFORIFOU MBOMBO NJOYA ■ Mme LIBOM LI LUKENG Minette
 ■ Mme MOAMPEA MBIO Véronique
 ■ M. EDOU ALO'O Cyrille
 ■ Mme NALOVA LYONGA Pauline
 Article 2 : La présente décision sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence en français et en anglais, puis insérée au Journal L'Action, et communiquée partout où esoin sera.
 Yaoundé, le 25 MARS 2025.
 Le Président National,
 Paul BIYA

■Présidentielle 2025

Le Moungo derrière Paul Biya

Le 04 février 2025, les militants et sympathisants Rdpc du département du Moungo ont invité Paul Biya, Président national du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais et par ailleurs Chef de l'Etat, à être leur candidat pour l'élection présidentielle d'octobre prochain. C'était lors de la visite de travail présidée par le Secrétaire général du Comité central, Jean Nkuété.



La rencontre de Nkongsamba qui se voulait une simple séance de travail entre le Secrétaire général du Comité central et les principaux responsables du Parti dans le département s'est plutôt transformée en un méga meeting. La maison du parti, située au quartier Eboum 1, pleine à craquer, s'est trouvée étroite pour contenir les militants des 13 sections du département ainsi que les sympathisants du Rdpc qui ont pris d'assaut les lieux de la cérémonie aux premières heures de ce 04 février 2025. L'esplanade du tout nouvel hôtel de ville de Nkongsamba 1er servant de servitude à la maison du parti, était également bondée de monde.

Le Secrétaire général du Comité central, ovationné aux sons et aux rythmes d'une animation à son comble, fait son entrée dans la salle de la maison du parti qui a précédemment accueilli le chef de la délégation permanente départementale du Comité central du Rdpc pour le Moungo, le Ministre Lejeune Mbella Mbella, le Ministre des transports Jean Ernest Massena Ngalle Bibebe, le gouverneur de la région du Littoral, Dieudonné Ivaha Diboua, le Préfet du Moungo, le Sous-préfet de Nkongsamba 1er ainsi que les autorités religieuses et traditionnelles du département.

El Hadj Oumarou, président

de la section Rdpc du Moungo Nord 1 (section hôte) et par ailleurs Maire de la commune de Nkongsamba 1er ouvre le bal des allocutions. Dans son discours de bienvenue, il cite quelques extraits du communiqué du secrétaire général du Comité central qui

fustigeait le dénigrement de leur «candidat naturel». Dans la suite de son propos, le Maire de Nkongsamba 1er rappelle à l'assistance l'enracinement de Jean Nkuété dans le département par son passage au Collège moderne dans les années 40 qu'il présen-

te comme une raison évidente de soutenir la candidature de Paul Biya à travers le Secrétaire général du parti. Pour étayer son argumentaire, El Hadj Oumarou relève : «Se tromper est humain, mais persévérer dans l'erreur est diabolique. Le Moungo est un bas-

tion impenable du Rdpc.» Une manière d'interpeller ceux qui se sont trompés par le passé à revenir dans les rangs du Rdpc.

Il faut rappeler que lors des dernières consultations électorales, le Rdpc avait remporté 10 mairies sur 13 et obtenu 5 députés sur les 6 que compte la circonscription. C'est au regard de ces statistiques et rassuré du bon travail effectué sur le terrain concernant l'inscription des militants sur les listes électorales, que les militants et sympathisants Rdpc du Moungo ont, par la voix du président de la section hôte, appelé le Président Paul Biya à se porter candidat à l'élection présidentielle d'octobre 2025. Ce qui a amené le Maire El Hadj Oumarou à conclure son discours en ces termes : «Du haut des sommets des monts Koupé, Nnonako, Manengouba, nous l'assurons d'un vote à 100 %. On ne nourrit pas la poule le jour du marché, c'est pourquoi nous avons commencé assez tôt dans le Moungo pour affronter les échéances de 2025 et de 2026.»

A la suite du président de la section hôte, c'est dans une salve d'applaudissements que le Secrétaire général du Comité central prend la parole pour tout d'abord confirmer son enracinement dans le département du Moungo en général et son attachement à la ville de Nkongsamba en particulier depuis les années 40 avant d'évoquer les raisons pour lesquelles le Moungo doit soutenir Paul Biya. En lieu et place d'un discours formel, Jean Nkuete a privilégié la causerie familiale. Un choix qui a permis aux militants d'être mieux éclairés sur l'histoire politique, bien plus l'histoire tout court de la ville de Nkongsamba. La séance des questions-réponses qui en a suivi n'a servi que pour clarifier quelques points d'ombre.

Le meeting s'est achevé dans la satisfaction générale de tous les participants qui se sont donné rendez-vous au mois d'octobre prochain pour le plébiscite de leur champion. Mais en attendant, la consigne a été donnée de rester vigilant et de continuer à peaufiner des stratégies visant à assurer une large victoire à Paul Biya dans le Moungo.

Henri Donatien AYANG

RÉACTION

Lejeune Mbella Mbella, Chef de la délégation permanente départementale du Comité central du Rdpc pour le Moungo

«Un vote à 100% pour Paul Biya dans le Moungo»

La rencontre de ce jour, 04 février 2025, ici à Nkongsamba s'inscrit dans le cadre du lancement de notre année politique. A huit mois de l'élection présidentielle, cette année politique consiste à mener une campagne et mettre sur pied une stratégie, afin que le Président Paul Biya, s'il est candidat, puisse obtenir une large victoire dans le Moungo. A travers cette séance de travail, nous avons voulu dire au Chef de l'Etat que nous prions pour lui, nous l'invitons très respectueusement à se porter candidat et nous l'assurons de notre vote à 100%. Voilà notre premier message que nous avons transmis au Secrétaire général du Comité central afin qu'il puisse le porter à sa très haute attention. Notre second message est que du haut des monts sacrés Manengouba, Nnonako et Koupé, la voix de toutes les populations s'élève pour le sou-



tenir et l'assurer de notre détermination à l'accompagner. Enfin, nous voulons lui dire que le Moungo ne connaîtra pas d'échec.

■Présidentiel 2025

Le rappel à l'ordre du ministre Atanga Nji

Le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, a mis en garde contre tout acte de violence ou de déstabilisation susceptible de perturber le processus électoral de cette année, et a rappelé les propos du Chef de l'État, appelant à la responsabilité et à la sérénité de tous les acteurs politiques, avant, pendant et après les échéances électorales de 2025. C'était le 04 mars dernier face à la presse.

Let on ferme et catégorique du ministre Atanga Nji n'a laissé aucune place à l'ambiguïté, mettant l'accent sur la détermination du gouvernement à garantir des élections paisibles et transparentes prévues cette année. Les propos du ministre de l'Administration territoriale s'adressaient à un homme politique qu'il n'a pas nommé, mais clairement identifié par le contexte, accusé d'attiser les tensions et de menacer le bon déroulement du scrutin présidentiel à venir, ayant refusé de participer aux élections législatives et municipales de 2020, il est soupçonné de brandir la menace d'un désordre généralisé s'il n'est pas candidat à la prochaine élection présidentielle.

Le ministre Atanga Nji, dans le rappel des événements de 2020, a souligné que cet homme politique et ses partisans, impliqués dans des actes de violence et de discours de haine, avaient été interpellés, et c'est par magnanimité que le Chef de l'État a ordonné l'arrêt des poursuites. Cette clémence du président de la République avait été interprétée comme une invitation à

une participation constructive au processus démocratique, invitation qui, selon le ministre Atanga Nji, a été totalement ignorée.

Le ministre a cité des extraits de déclarations publiques de cet homme politique, mettant en lumière l'appel à la révolte populaire et la tentative de discréditer Elecam, l'organe chargé de l'organisation des élections. L'accusation d'insinuation d'enrôlement d'étrangers dans le fichier électoral national a été également pointée du doigt, une accusation jugée grave et sans fondement par le ministre.

Atanga Nji a réaffirmé avec force la détermination du gouvernement à maintenir l'ordre et à faire respecter la loi. Il a insisté sur le fait que l'immunité parlementaire ne saurait protéger quiconque impliqué dans des actes de flagrant délit. Il a rappelé les avertissements formulés en 2018, prévenant que ceux qui sèment la haine et le désordre seraient sanctionnés, non sans clairement indiquer que la patience du gouvernement avait des limites et que toute tentative de déstabilisation serait réprimée avec la plus grande fermeté.



Le ministre a insisté sur l'amplification des mensonges et de la manipulation à travers les réseaux sociaux, soulignant que cette amplification multipliait par plusieurs milliers les conséquences des actes de désobéissance. Il a appelé les hommes politiques à assumer leurs responsabilités et à éviter d'entraîner des innocents dans leurs desseins. L'élection présidentielle de 2025, a-t-il répété, ne doit pas être

une question de vie ou de mort.

Il a enfin lancé un appel à la responsabilité collective, exhortant chacun à préserver la paix et la stabilité du pays. Il a appelé les opposants à respecter le processus électoral, à accepter le verdict des urnes et à adopter un comportement responsable et constructif. Le ministre a conclu son exposé en réaffirmant la détermination du gouvernement à assurer le bon déroulement des

élections, et à garantir le respect de la loi, sans aucune complaisance. Il a rassuré l'opinion publique que le scrutin présidentiel de 2025 se tiendra dans le calme et la sérénité. Les instructions fermes ont été données aux autorités administratives dans les dix régions pour maintenir l'ordre, réprimer les troubles et garantir des élections transparentes et apaisées.

L'intervention du ministre Atanga Nji marque une prise de position ferme du gouvernement face aux risques de troubles électoraux. Elle vise à dissuader toute tentative de déstabilisation et à garantir la tenue d'élections libres, justes et transparentes dans le respect de la loi. Le message est clair : la République ne tolérera aucun acte susceptible de compromettre la paix sociale. La loi sera appliquée avec rigueur et sans indulgence pour toutes les violations flagrantes de l'ordre public. Le gouvernement appelle tous les acteurs politiques à privilégier le dialogue, la concertation et la responsabilité pour assurer des élections apaisées contribuant à la stabilité et au progrès du Cameroun.

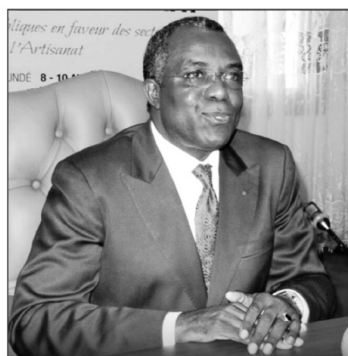
Henri MEKANA

■Accès à l'éducation

Le ministre Etoundi Ngoa lance la 2ème phase de l'opération d'enregistrement des naissances

La cérémonie de lancement a eu lieu le 18 mars 2025 dans la salle de conférence du Ministère de l'éducation de base. Elle était présidée par le ministre de l'Education de Base, Laurent Serge Etoundi Ngoa, par ailleurs Président du comité de pilotage du PAREC (Programme d'Appui à la Réforme de l'Education au Cameroun).

Dans un contexte où l'accès à l'éducation est souvent entravé par des obstacles administratifs, le Ministère de l'Éducation de Base a récemment lancé la deuxième phase d'une opération spéciale visant à enregistrer les naissances des élèves du primaire. Cette initiative fait suite à une première phase réussie, et elle vise à répondre à un besoin crucial pour de nombreux enfants camerounais. En 2022-2023, un constat alarmant a été établi : plus de 1.412.128 élèves du primaire au Cameroun ne possédaient pas d'acte de naissance. Cette situation inadmissible empêchait des milliers d'enfants de pour-



suivre leur scolarité et de bénéficier des services sociaux essentiels. Pour faire face à ce problème, le gouvernement ca-

merounais, en collaboration avec plusieurs ministères et partenaires internationaux, a mis en place un projet ambitieux.

La première phase de cette opération a été lancée le 22 mars 2024, avec un budget de 600 millions de Fcfa, et a ciblé 50.000 élèves de CM2 et de Class 6. Grâce à une mobilisation sans précédent et à un effort collectif, cette phase s'est achevée avec succès en mai 2024. L'engagement de divers acteurs, tels que le Ministère de la Justice, le Ministère de la Santé Publique ainsi que l'Unicef et la Banque Mondiale, a été déterminant pour l'aboutissement de cette première étape. Le succès de cet-

te première phase a incité le Ministère de l'Éducation de Base à poursuivre ses efforts avec le lancement de la deuxième phase. Ce projet qui a été présenté lors d'une cérémonie riche en symboles, vise à fournir des actes de naissance à environ 1.038.699 élèves du primaire âgés de 6 à 12 ans qui n'en disposent pas encore. La nécessité d'obtenir ces documents est d'une importance capitale, car l'absence d'acte de naissance constitue un obstacle majeur à la scolarisation des enfants, freinant ainsi leur accès aux services sociaux.

Le financement de cette deuxième phase s'élève à 2.400.000.000 Fcfa, une

somme mise à disposition par la Banque mondiale et le Partenariat Mondial pour l'Éducation. Cette collaboration permet de garantir une aide technique et financière, facilitant ainsi les démarches administratives. Les Ministères de la Justice et de la Santé Publique jouent un rôle crucial dans ce processus, de même que l'implication des maires est également essentielle. En effet, ce sont eux qui sont chargés de délivrer les actes de naissance en se basant sur les jugements des tribunaux. L'impact de cette opération est déjà palpable : le Ministère de l'Éducation de Base espère qu'avec cette deuxième phase, tous les enfants pourront exercer pleinement leurs droits, notamment celui à l'éducation.

Cette initiative ne se limite pas à un simple enregistrement administratif. Elle représente un progrès significatif vers une éducation inclusive et équitable pour tous les jeunes Camerounais. Les autorités ont souligné l'importance de l'éducation comme clé du développement personnel et communautaire. En facilitant l'enregistrement des naissances, le gouvernement camerounais aspire à créer un environnement où chaque enfant peut bénéficier d'une éducation de qualité. Cela contribue non seulement à leur épanouissement personnel, mais également à la construction d'une société plus forte et plus équitable.

Le Ministère de l'Éducation de Base se réjouit de cette collaboration multisectorielle et souhaite que cette initiative contribue à l'amélioration du système éducatif camerounais dans son ensemble. En levant les barrières à l'accès à l'éducation, le Cameroun s'efforce de permettre à chaque enfant d'atteindre son plein potentiel. Cette opération d'enregistrement des naissances s'inscrit dans un effort global pour garantir que chaque enfant camerounais ait la possibilité de recevoir une éducation.

Avec la détermination des autorités et l'engagement des partenaires, un avenir meilleur et plus inclusif pour tous les jeunes Camerounais est désormais à portée de main. Le défi reste grand, mais la volonté de surmonter ces obstacles est là, et c'est une promesse d'espoir pour les générations futures.

Alex MBEMA

■ Chefferie traditionnelle et pouvoir politique

Une histoire d'alliance avec Paul Biya

Depuis son accession au pouvoir le 6 novembre 1982, il existe comme une histoire d'amour – certains le disent même fusionnel – entre Paul Biya et les chefs traditionnels du Cameroun.

C'est généralement à la veille de l'élection présidentielle que les têtes couronnées du Cameroun renouvellent leurs déclarations d'amour au candidat sortant, Paul Biya.



2025 n'a pas dérogé à la règle. Cette fois, près d'un millier de chefs traditionnels, venus des quatre coins du pays, se sont réunis à Yaoundé pour renouveler leur fidélité à Paul Biya, qui a déclaré, au cours de son discours à la nation le 31 décembre 2024, que sa «*détermination à [les] servir demeure intacte et se renforce au quotidien*». Dans un contexte de compétition politique, on se doute bien que cette posture des chefs traditionnels ne plaît à tout le monde, surtout pas à l'opposition qui accuse le régime d'utiliser les moyens, financiers en l'occurrence, de l'Etat pour s'aliéner leur soutien. La manœuvre passe même mal pour certains qui n'hésitent pas à traiter les gardiens de la tradition de traîtres, estimant qu'ils devraient se tenir loin de l'engagement politique. Ils ont ainsi fait l'objet d'un lynchage en règle dans les réseaux sociaux et dans certains titres de la presse nationale. Et pourtant, en tant que citoyen camerounais, aucune disposition légale n'interdit les chefs traditionnels à porter leur choix sur un candidat dans une compétition électorale.

De même, les critiques de juge et partie, portées à l'endroit du ministre de l'Administration territoriale qui a pris part à ces assises en tant que patron de ces auxiliaires de l'administration que sont les chefs traditionnels, à la veille de l'élection présidentielle, sont discutables. Ce d'autant plus que sa présence à la rencontre des chefs traditionnels au palais des congrès de Yaoundé était purement protocolaire, ne fai-

sant pas partie de cette organisation, encore moins n'étant pas son instigateur. L'ordre du jour des assises portait sur la désignation du nouveau président du bureau exécutif après le décès de l'ancien président. La tournure politique des assises tenait compte de l'actualité politique brûlante qui appelait à prendre position après le discours à la nation du Chef de l'Etat du 31 décembre 2024.

PAUL BIYA ATTENTIF AUX DOLÉANCES DES CHEFS TRADITIONNELS

Parlant justement du soutien projeté des chefs traditionnels à la candidature du Chef de l'Etat à l'élection présidentielle à venir, il est indéniable que dès son accession à la magistrature suprême, Paul Biya avait eu le nez particulièrement creux en se tournant vers les gardiens de nos traditions. Depuis 1982, il a toujours prêté une oreille attentive à leurs sollicitations. D'ailleurs, il avait commencé son magistère par une tournée nationale des chefferies, tournées qui s'étaient soldées par son élévation au titre de Nom Guui, le roi des rois. Et tout au long des 42 dernières années, il n'a eu de cesse de les valoriser. Il a rarement raté l'occasion de leur faire une fleur en guise de reconnaissance à leur allégeance. Ainsi en 1992, à l'occasion de la fête nationale du 20 mai et au lendemain d'un scrutin présidentiel où il a été à deux doigts d'être éjecté par Ni John Fru Ndi, le candidat de l'opposition, il déclarait : «*Les chefs traditionnels sont les garants de nos valeurs culturelles et de notre patrimoine. Ils incar-*

nent l'unité du peuple camerounais et jouent un rôle clé dans la consolidation de la paix et de la stabilité. Sans eux, notre société serait fragilisée, car ils assurent la médiation et la préservation de l'ordre social dans les communautés locales.»

Parmi ses déclarations les plus fortes en direction des chefs traditionnels, on peut également mentionner celle-ci, qui date de 2004, à l'occasion de sa rencontre avec ceux-ci à Yaoundé : «*Je voudrais une nouvelle fois rendre hommage à nos chefs traditionnels pour le rôle qu'ils jouent dans la préservation de la paix et de l'unité nationale. Vous êtes des acteurs incontournables dans l'édification de notre pays, et c'est avec votre concours que nous avons pu surmonter de nombreux défis. Vous êtes les relais de notre politique de développement dans vos communautés et vos conseils sont toujours précieux.*» Il met en avant leur rôle dans le développement des communautés nationales en tant que des relais de sa politique. Et lors de son discours d'investiture de 2011, il est monté d'un cran dans la sublimation de ce couple qu'il forme avec les chefs. «*Je n'oublie pas le rôle des autorités traditionnelles, dit-il, qui sont les piliers de nos communautés. Elles préservent nos traditions et nos coutumes, et assurent l'ordre et la stabilité dans leurs localités. Le Cameroun doit beaucoup à ses chefs traditionnels, et c'est en leur accordant toute l'attention qu'ils méritent que nous réussirons à construire un avenir prospère.*»

Comme on le voit, le Chef de l'Etat n'a jamais fait mystère de son soutien aux chefs traditionnels qui sont à la tête des communautés d'hommes et de femmes qui sont autant d'électeurs et électrices. Certes, Paul Biya n'a jamais montré un intérêt électoraliste, mais en avait-il besoin ? On peut multiplier à volonté ses appels de pied aux têtes couronnées. C'est à se demander si cette valorisation de l'autorité traditionnelle n'a pas créé des convoitises au sein des populations. Ce n'est pas rare de rencontrer des fonctionnaires et hauts commis de l'Etat retourner dans leurs villages disputer le trône du chef, certains usant de leurs privilèges et de leurs positions de pouvoir pour opérer un passage en force et susciter des contestations. Il existe de plus en plus de conflits dans les villages, dus à la création, de toutes pièces, d'une chefferie traditionnelle. Ce sont quelques travers de la mise en valeur des chefs traditionnels par Paul Biya, qui reste imperturbable quant au rôle qu'ils jouent dans la stabilité du pays et surtout à la confiance qu'ils lui accordent. Nous sommes en 2018, au lendemain d'une énième motion de ses partenaires couronnés : «*Je suis profondément honoré par la confiance que vous, chefs traditionnels, m'accordez. Vous avez toujours été des partenaires précieux dans la gestion de notre pays. Votre soutien en cette période électorale est le reflet de votre engagement pour la paix, la cohésion et le progrès du Cameroun.*»

Paul Biya ne se contente pas de complimenter ses précieux soutiens. Il veille à ce qu'ils soient bien traités. Ils bénéficient de temps en temps de «*petites*» récompenses en nature ou en espèces. Mais surtout, le 13 septembre 2013, le Chef de l'Etat a signé un décret leur accordant des allocations mensuelles, non imposables, allant de 50.000 à 200.000 francs suivant la place qu'ils occupent dans la classification des chefferies traditionnelles au Cameroun.

Il est clair que tant que Paul Biya sera au pouvoir ou sollicitera le suffrage de ses compatriotes, il aura toujours le soutien des chefs traditionnels.

Etienne PENDA

■ Association africaine de l'eau et de l'assainissement (AAEA) Dr Blaise Moussa honore la Camwater et le Cameroun

Le brillant parcours du Dr Blaise Moussa à la tête de Camwater, sa participation active et son leadership au sein de l'Association africaine de l'eau et de l'assainissement (AAEA), sanctionnés par son élection à la présidence de cette organisation continentale, témoignent de son expertise, de son engagement et de la vision novatrice qu'il incarne dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.



C'est peu dire que d'affirmer que la nomination, par le Chef de l'Etat, du Dr Blaise Moussa au poste de Directeur général de Camwater, n'a pas été le fruit du hasard, car depuis sa prise de fonction à la tête de cette entreprise, il a su lui insuffler une nouvelle dynamique, par la modernisation de ses infrastructures, l'amélioration de la qualité de ses services et par son engagement dans la promotion d'un accès équitable à l'eau potable et à l'assainissement pour tous. Son expertise dans le domaine a rapidement attiré l'attention de l'AAEA, au point de devenir vice-Président pour l'Afrique Centrale. Cette distinction témoigne non seulement de la reconnaissance internationale des efforts de la Camwater sous sa direction, mais aussi de la confiance croissante placée en ses compétences.

Sa participation aux travaux du comité de direction de l'AAEA, les 15 février 2025 à Kampala, a été un moment clé. Au cours de cette réunion hautement stratégique qui rassemblait les dirigeants des sociétés d'eau et d'assainissement de toute l'Afrique, le Dr Moussa a eu l'opportunité de présenter sa vision pour l'avenir du secteur. Il a notamment participé à l'examen des enjeux clés pour le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique, ainsi qu'à l'évaluation des activités et des perfor-

mances de l'AAEA. Le point d'orgue de cette réunion fut la discussion sur les finances et les stratégies futures de l'association, éclairées par les recommandations du Comité Financier de l'AAEA — un comité présidé par le Dr Moussa lui-même. Son leadership a été prouvé dans l'élaboration de stratégies innovantes pour améliorer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement sur le continent africain.

RETOMBÉES D'UN TRAVAIL ACHARNÉ

Mais le sommet de cette ascension fulgurante est sans aucun doute son élection à la présidence de l'AAEA lors de la 45ème

Session de l'Assemblée Générale, tenue le même jour. Son élection à l'unanimité par les membres de l'Assemblée Générale pour un mandat de deux ans (2025-2027) scelle l'aboutissement d'un travail acharné, d'un engagement indéfectible et d'une vision claire pour le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique. Cette victoire est un témoignage vibrant du respect et de la considération dont jouit le Dr Moussa au sein de la communauté internationale de l'eau.

Dans son premier discours en tant que Président élu, le Dr Moussa a exprimé sa profonde gratitude envers le Président de la République du Cameroun, Son Excellence Paul

Biya, saluant le soutien et la confiance qui ont permis à la Camwater, et par extension au Cameroun, d'accéder à une position de leadership au sein de l'AAEA. Il a souligné que cette élection constituait une preuve supplémentaire de l'efficacité de la diplomatie camerounaise et du rayonnement positif du pays sur la scène internationale. Il a repris l'engagement de poursuivre l'œuvre entamée par son prédécesseur et de renforcer la position de leader de l'AAEA dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique et dans le monde. Cette déclaration a été accueillie avec un enthousiasme général, témoignant de la confiance des membres de l'AAEA en ses capacités de leadership.

UN LEADERSHIP APPRECIÉ

L'élection du Dr Moussa représente un tournant majeur pour le Cameroun. La présidence de l'AAEA offre au pays d'importantes opportunités de développement. Elle permettra au Cameroun de renforcer le développement de ses infrastructures et systèmes d'alimentation en eau potable (SAEP), de partager ses meilleures pratiques et de s'inspirer des réussites d'autres pays africains. Au-delà de l'aspect infrastructurel, cette position de leader facilitera le développement du capital humain de la Camwater grâce aux programmes de renforcement des capacités et de benchmarking de l'AAEA. Cette collaboration accrue au niveau africain aura un impact tangible sur le quotidien des populations camerounaises en

améliorant considérablement l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Le mandat du Dr Moussa à la tête de l'AAEA, qui entrera officiellement en vigueur à la fin du 22ème Congrès International et Exposition (CIE) de l'AAEA, est porteur d'un immense potentiel. Ce congrès, dont le thème, «Eau et assainissement pour tous : un avenir sûr pour l'Afrique», résonne parfaitement avec l'engagement du Dr Moussa et de l'AAEA. Il représente une formidable plateforme pour l'échange, la collaboration et l'innovation — essentiels à la résolution des défis auxquels le secteur de l'eau et de l'assainissement est confronté en Afrique. L'implication du Dr Moussa dans le comité de direction avant son élection a notamment permis de peaufiner les aspects financiers et stratégiques de l'association, assurant une transition fluide et efficace.

L'élection de Dr Blaise Moussa à la tête de l'AAEA témoigne de la vision du Président Paul Biya. Le soutien apporté par le Chef de l'Etat à la Camwater et à son Directeur général reflète une stratégie claire de développement du secteur de l'eau et de l'assainissement au Cameroun. Cette vision, axée sur l'excellence et le rayonnement international, a porté ses fruits, confirmant la capacité du Cameroun à jouer un rôle de leader sur la scène continentale et internationale.

Son élection unanime démontre la confiance et l'espoir que son leadership inspire. Sa capacité à rassembler, à motiver et à faire converger les efforts vers un objectif commun est une qualité précieuse. Les membres de l'AAEA voient en lui un dirigeant capable de dynamiser l'association, d'améliorer son efficacité et de fédérer les énergies pour relever les défis majeurs de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Afrique. Le mandat du Dr Moussa promet une ère de nouvelles perspectives pour l'AAEA, une association prête à s'engager pleinement dans les ambitions d'une Afrique où l'eau potable et l'assainissement sont des droits garantis pour tous. Son parcours exemplaire est une source d'inspiration pour l'ensemble du continent.

Henri MEKANA



■ Association africaine de l'eau et de l'assainissement (AAEA)

Le programme ambitieux du président Blaise Moussa

Après son élection à la présidence de l'Association africaine de l'eau et de l'assainissement, qui a été accueillie avec enthousiasme par les délégués venus de toute l'Afrique, Dr Blaise Moussa, dans son allocution de circonstance, a déroulé sa feuille de route pour les deux années de son mandat (2025-2027).

Dans son discours inaugural, le nouveau président de l'AAEA a exprimé sa profonde gratitude envers le Président Biya et l'ensemble des membres de l'Assemblée générale pour la confiance témoignée, sans souligner l'immense responsabilité qui pèse sur ses épaules et réaffirmer son engagement indéfectible à servir au mieux les intérêts de l'AAEA et, surtout, les populations africaines.

"Au moment où j'accède à la présidence de notre association, j'adresse mes remerciements appuyés au Président de la République du Cameroun, Son Excellence Monsieur Paul Biya, qui m'a autorisé à présenter ma candidature. J'étends ces remerciements à tous les membres de l'Assemblée générale de notre association qui ont mis leur confiance en ma modeste personne," a déclaré le Dr Blaise Moussa.

Le nouveau président a profité de la tribune qui lui a été offerte pour dévoiler les grandes lignes de son programme pour les deux prochaines années : mener l'association vers de nouveaux sommets d'efficacité et d'impact. Dr Blaise Moussa a insisté sur la nécessité de poursuivre les initiatives déjà en cours et de développer de nouveaux partenariats stratégiques pour renforcer les capacités de l'association et élargir son rayon d'action. La mise en œuvre du plan stratégique de l'AAEA, un document ambitieux qui définit les priorités de l'organisation pour les années à venir, occupera une place centrale dans ses actions.

"Nous allons travailler à poursuivre l'immense œuvre engagée déjà par nos prédécesseurs. Il s'agira notamment de la poursuite des programmes en cours et le développement de nouveaux partenariats. Nous allons poursuivre la mise en œuvre du plan stratégique de l'AAEA," a-t-il expliqué.

Un des axes majeurs de son mandat sera de rassembler toutes les nations africaines au sein de l'AAEA. Conscient que le combat pour un accès universel à l'eau et à l'assainissement requiert une mobilisation sans faille de tous les acteurs, le nouveau président a lancé un appel pressant à tous les pays africains à rejoindre l'association et à contribuer activement à ses efforts. Il a notamment insisté sur l'importance d'une solidarité régionale accrue pour relever les défis communs en matière d'eau et d'assainissement. L'objectif est de créer un réseau panafricain fort et solidaire, capable de défendre les intérêts du continent sur la scène internationale.

Par ailleurs, le Dr Blaise Moussa compte intensifier le plaidoyer auprès de l'Union africaine (UA) et des gouvernements africains afin d'obtenir un financement accru pour le secteur de l'eau et de l'assainissement. Il estime que les moyens alloués à ce secteur vital restent insuffisants, compte tenu de l'ampleur des besoins et des enjeux en jeu. Il est convaincu que des investissements supplémentaires sont essentiels pour assurer un progrès significatif vers l'objectif d'un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement. Pour cela, il prévoit d'établir une collaboration plus étroite avec les institutions financières internationales et les partenaires au développement.

La création d'une académie

AAEA figure également parmi les priorités du nouveau président. Cette académie aura pour mission de former des professionnels hautement qualifiés dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, afin de renforcer les capacités nationales et régionales. En formant des experts africains, l'AAEA contribuera à autonomiser les pays du continent et à améliorer la gestion durable des ressources en eau. Le Dr Blaise Moussa a souligné l'importance de miser sur le capital humain pour assurer la pérennité des efforts déployés.

La recherche de partenariats avec les organisations internationales et les organismes de développement représente un autre volet important de la feuille de route du Dr Moussa. Il a réaffirmé la

volonté de l'AAEA de collaborer étroitement avec ces partenaires pour mobiliser des ressources financières et techniques, et pour partager les meilleures pratiques. Le renforcement des capacités des acteurs locaux sera un élément crucial de cette collaboration. Enfin, le Dr Moussa s'est engagé à améliorer la crédibilité et l'efficacité de l'AAEA. Il entend optimiser les processus internes, renforcer la gouvernance et garantir la transparence dans la gestion des ressources. Il souhaite que l'association devienne un modèle d'excellence en matière de gestion et de performance.

En conclusion, l'élection du Dr Blaise Moussa à la présidence de l'AAEA est une excellente nouvelle pour le continent africain. Son

programme ambitieux, axé sur le partenariat, le plaidoyer et le renforcement des capacités, laisse augurer une nouvelle ère pour l'accès à l'eau et à l'assainissement en Afrique. Son engagement ferme à réunir toutes les nations africaines dans un élan commun témoigne d'une vision panafricaine et d'une ambition de créer un continent plus juste et plus équitable pour tous. Le succès de son mandat dépendra certes de sa propre détermination, mais aussi de la mobilisation de tous les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique, public comme privé. L'avenir dira si cette ambition audacieuse pourra véritablement changer le paysage hydrique et sanitaire du continent.

H.M

■ Alimentation en eau potable de 9 villes au Cameroun

La Camwater accélère la matérialisation du projet

Le Directeur général de la Camwater, Dr Blaise Moussa, a présidé le 12 mars 2025, la première session du Comité de Pilotage (COPIL) du Projet d'Alimentation en eau potable de neuf villes – Phase II.

Ce projet, dont l'importance et la nécessité ne sont plus à démontrer, financé par l'Eximbank de Chine, et qui vise à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans les villes de Maroua, Garoua, Garoua-Boulai, Dschang, Yabassi, et quatre autres localités, a déjà atteint un niveau d'exécution technique de 46 %, avec un respect remarquable du calendrier, affichant seulement 32 % de la durée totale prévue.

Malgré cette avancée significative, le Comité de pilotage a identifié des défis importants qui nécessitent une attention immédiate. La libération des emprises foncières, notamment à Maroua-Kongola, représente un obstacle majeur au bon déroulement du projet. L'adhésion effective des populations et une communication claire et transparente concernant les parcelles impactées sont cruciales pour surmonter ces difficultés. La sensibilisation des citoyens aux bénéfices du projet et à la nécessaire collaboration est primordiale pour assurer la réussite de cette initiative à long terme. Ce type de mobilisation citoyenne, aussi bien au niveau local que national, est souvent une clé du succès de ces projets d'infrastructures.

Le Comité a également mis en exergue l'importance de respecter les échéances contractuelles fixées par l'Eximbank/China au 26 novembre 2026. Ce délai contraignant nécessite une mobilisation accrue de toutes les parties prenantes, comprenant la Camwater et ses partenaires techniques et financiers dans le secteur public comme privé. La coordination et l'optimisation des ressources sont des facteurs critiques pour atteindre l'objectif final.

Le Comité de pilotage a formulé plusieurs recommandations concrètes afin de pallier les difficultés rencontrées et d'assurer la réussite du projet. Parmi les actions prioritaires, on note :

- L'accélération des démarches d'indemnisation des populations riveraines : la rapidité et l'équité de ce processus sont essentielles pour maintenir la confiance des populations et faciliter le bon déroulement des travaux. Des mécanismes transparents et justes d'évaluation des biens et des indemnités doivent être mis en place pour garantir la satisfaction des riverains et éviter d'éventuels blocages.

- La mise en place d'une procédure interne rigoureuse pour garantir le respect des délais et des normes techniques : l'instauration d'un système de suivi et de contrôle efficace permettra d'anticiper les problèmes potentiels et de réagir rapidement et efficacement en cas de déviation du calendrier ou de non-conformité technique. Un tel système exige une collaboration étroite entre les différents acteurs du projet, une bonne coordination et un effort collectif d'amélioration continue.

- L'élaboration d'un plaidoyer conjoint Camwater, Minee (Ministère de l'Eau et de l'Énergie) et Minepat (Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire) pour débloquer les paiements des décomptes auprès de la CAA (Caisse Autonome d'Amortissement) : le déblocage rapide des fonds est crucial pour le maintien du rythme des travaux et la pérennisation du projet. Ce plaidoyer conjoint doit démontrer la pertinence et l'impact du projet sur le développement socio-économique du pays.

- La recherche de solutions pour améliorer la trésorerie des entreprises impliquées dans le projet : la garantie d'une bonne santé financière des entreprises est indispensable à la continuité des travaux et à la qualité des réalisations. Divers mécanismes financiers pourraient être envisagés, en fonction des besoins spécifiques de chaque entreprise.

- L'organisation du prochain Comité de pilotage sur un des sites du projet : cette décision permettra d'évaluer sur le terrain l'état d'avancement du projet et de prendre des décisions plus éclairées en fonction des réalités locales.

Le succès de ce projet repose sur une collaboration étroite et efficace entre la Camwater, le gouvernement camerounais, les partenaires financiers internationaux (Eximbank/China), et les populations locales. Le projet ne se limite pas seulement à la construction d'infrastructures, mais vise aussi à améliorer durablement le bien-être des populations. L'accès à une eau potable sûre et saine est un droit fondamental, et ce projet représente un pas considérable vers l'amélioration des conditions de vie de millions de Camerounais.

La réussite de cette initiative contribuera non seulement à améliorer la santé publique, à prévenir les maladies liées à l'eau insalubre, mais aussi à stimuler le développement économique local en soutenant les activités agricoles, industrielles et commerciales. Le projet s'inscrit dans une vision de développement durable pour le Cameroun, en garantissant l'accès à un bien essentiel pour les générations actuelles et à venir.

L'engagement ferme réaffirmé par la Camwater et les administrations sectorielles à relever les défis et à assurer la réussite de ce projet montre la volonté politique de faire de cet objectif ambitieux une réalité concrète, contribuant ainsi à un avenir meilleur pour le peuple camerounais. La transparence, le suivi rigoureux et l'implication communautaire seront des facteurs décisifs pour que ce projet phare devienne une réussite exemplaire en matière d'accès à l'eau potable dans des régions en forte croissance démographique.

H.M

■ Dons à la maternité du Centre de santé de Nkolouloun

Le geste d'amour et de compassion de l'église Impact Centre Chrétien de Douala

Jeudi 20 mars 2025 restera un jour gravé dans les cœurs des populations de l'arrondissement de Douala 2ème. L'église Impact Centre Chrétien de Douala, à travers son Ministère des Femmes d'Impact, a donné le sourire aux femmes de cet arrondissement en offrant des dons à la maternité du Centre médical de Nkolouloun.

C'était un jour de fête, jeudi 20 mars 2025, au Centre médical de Nkolouloun. En effet, autorités administratives de l'arrondissement de Douala 2ème, personnel médical, populations du quartier ainsi que le corps pastoral de l'église Impact Centre Chrétien (ICC) de Douala accompagnés d'une délégation de ses membres ont assisté nombreux à la rétrocession du bâtiment totalement restauré de la maternité du Centre médical de Nkolouloun par le Ministère des Femmes d'Impact de l'église Impact Centre Chrétien de Douala. En plus de cette réhabilitation, les Femmes d'Impact d'ICC-Douala ont également équipé la maternité d'une table d'accouchement multifonctionnelle, d'une table radiante, des berceaux réglables pour bébé, des climatiseurs, un doppler foetal, une boîte d'accouchement complète, un bassin de lit en plastique, un bassin de lit en inox, un tablier d'accouchement, des paravents pour protéger l'intimité des femmes.

Le mois de mars a donc été le prétexte choisi par les femmes de l'église ICC Douala pour manifester l'amour autour d'elles à l'image de leur Seigneur Jésus-Christ qui allait de lieu en lieu pour faire du bien selon qu'il est écrit dans **Actes 10 verset 38** : «**Vous savez comment Dieu a oint du Saint-Esprit et de force Jésus de Nazareth, qui allait de lieu en lieu faisant du bien et guérissant tous ceux qui étaient sous l'empire du diable, car Dieu était avec lui.**»

Ce geste d'amour et de compassion en l'endroit des femmes de l'arrondissement de Douala 2ème qui éprouvaient de grandes difficultés à accoucher dans des conditions dignes à cause de l'état vétuste de la maternité et du manque de matériel de pointe a été salué comme il se doit par les responsables du centre médical de Nkolouloun.

Impact Centre Chrétien, en abrégé ICC, est une église dont l'apôtre Yvan Castanou est le Pasteur Principal.

Hervé MENON

La cérémonie en images

